



LETTRE D'INFORMATION DE LA DGI

Droits de l'Homme et Etat de Droit

(n° 05-22, mai 2022)

Suivez la DGI également sur les pages internet [DG1 portal](#) et [COVID-19 webpage](#) ainsi que sur les réseaux sociaux :



Commission de Venise

Le 27/05/2022, la Commission a publié un avis urgent sur le Décret-loi N°22 du 21 avril 2022 modifiant et complétant la loi organique sur l'Instance Supérieure Electorale Indépendante (ISIE) de **Tunisie**, à la demande du Service européen d'action extérieure, introduite par l'intermédiaire de la Délégation de l'UE en Tunisie le 27/04/2022.

En mai 2022, la Commission a organisé plusieurs visites dans le pays et/ou réunions en ligne dans le cadre de la préparation des projets d'avis suivants :

- **Kosovo** –Projet de loi N°08/L-121 sur le Bureau d'Etat pour la vérification et la confiscation des avoirs injustifiés – 10-11/05/2022 ;
- **Turquie** –Législation électorale révisée – 10/05/2022 ;
- **Mongolie** – Projet de loi sur les partis politiques (avis conjoint avec l'OSCE/BIDDH) – 10 - 11/05/2022 ;
- **Azerbaïdjan** - Loi sur les médias - 11 - 12/05/2022 ;
- **République de Moldova** - Projet de loi sur la modification de certains actes normatifs (mettant en œuvre les amendements constitutionnels sur le système judiciaire) - 16-17/05/2022
- **Géorgie** – Amendements de décembre 2021 à la loi organique sur les tribunaux communs – 18 - 19/05/2022 ;
- **Kosovo** – Document conceptuel sur la vérification des juges et des procureurs - 19-20/05/2022, et
- **Tunisie** – Projet du Code des biens de l'Etat – 24/05/2022.

La Commission a organisé les activités (hybrides) suivantes :

- **Tadjikistan** - Justice constitutionnelle et l'Etat de droit - Table ronde internationale - 10/05/2022 ;
- **Ouzbékistan** - [Modernisation de l'administration publique en Asie centrale et respect des principes de l'État de droit - conférence internationale](#) - 12-13/05/2022 ;
- [15ème séminaire UniDem Med – Politiques de la fonction publique : les paradigmes du changement](#) - 17-18/05/2022

La Commission a également participé aux activités suivantes :

- **Italie** - Conférence européenne des procureurs - 04-05/05/2022 ;
- **Pays-Bas** - Débat en ligne sur l'Etat de droit au Sénat - 10/05/2022 ;
- **Mexique** - « Normes internationales de la Commission de Venise : une analyse comparative du système de justice électorale mexicain » - Conférence internationale - 12-13/05/2022 ;
- **République dominicaine** - XIV^e Congrès de la Conférence ibéro-américaine sur la justice constitutionnelle - 15-18/05/2022.

CPT

Le CPT a effectué une visite périodique en [Lettonie](#) du 10 au 20 mai, ainsi qu'une visite périodique aux [Pays-Bas](#) du 10 au 25 mai. En outre, des entretiens à haut niveau ont eu lieu avec les autorités de [Macédoine du Nord](#) les 16 et 17 mai.

Activités normatives en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique

Coopération juridique

[La Conférence européenne des procureurs](#), coorganisée par le [CCPE](#) en étroite coopération avec les autorités italiennes dans le cadre [de la présidence italienne du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe](#) a réuni à **Palerme**, le 5-6 mai 2022, des procureurs généraux et leurs représentants des 46 États membres et de 8 États non-membres. La conférence s'est concentrée sur l'indépendance, l'autonomie et la responsabilité des procureurs, sur les enquêtes et les poursuites en matière de crimes environnementaux, et sur l'entraide judiciaire et les crimes financiers dans l'environnement virtuel.

Des progrès ont été effectués par le [CJ/ENF-ISE](#) dans l'élaboration du projet de recommandation sur la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant et de ses droits dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement, par le nouveau [groupe de travail du CDCJ sur la migration \(CDCJ-MIG\)](#), sur le futur Guide à l'intention des praticiens sur la rétention administrative des migrants, et par le groupe de travail du [CCJE](#) sur le projet d'avis sur la liberté d'expression des juges.

Coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme

Le Bureau du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) [s'est réuni](#) à **Paris** les 5-6 mai pour préparer la prochaine réunion du CDDH (14-17 juin). Entre autres, il a convenu de proposer la création d'un nouveau Groupe de rédaction sur les questions relatives aux juges de la Cour européenne des droits de l'homme et d'inviter le Président de la Cour Robert Spano à la prochaine réunion du CDDH. Le groupe de négociation ad hoc « 46+1 » sur l'adhésion de l'UE à la CEDH a tenu sa [13e réunion](#) du 10 au 13 mai. Le Groupe a procédé à un échange de vues avec des représentants de la société civile et est parvenu à un accord provisoire sur un autre panier de questions. Il se réunira à nouveau du 5 au 8 juillet.

Droits de l'homme et biomédecine

Un séminaire a été organisé le 31 mai sur [l'Intervention précoce auprès des enfants intersexués - Promouvoir les droits de l'enfant](#). L'objectif du séminaire était de fournir des exemples pratiques dans les domaines de la législation, de la formation, du processus décisionnel et des mesures de soutien.

Mise en œuvre des standards en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique

Deux projets visant à fournir une assistance technique méthodologique en matière d'anonymisation et de catégorisation des décisions judiciaires (afin de renforcer l'État de droit en augmentant la transparence et la cohérence de la jurisprudence nationale) ont été lancés en **Croatie**, à **Chypre**, en **Hongrie**, en **Lituanie**, en **Pologne**, en **Roumanie** et en **Slovénie**. La quatrième phase du Projet UE/Conseil de l'Europe *Rapports SPACE et Forum des NPM européens* a débuté en mai. Entre autres, par son réseau de pairs, il continuera à maintenir et soutenir le réseau européen d'organismes indépendants de surveillance des prisons.

Le projet du Conseil de l'Europe « Droits de l'homme et femmes dans les forces armées en **Arménie** - Phase II » a formé le personnel du bureau du Défenseur des droits de l'homme au droit international humanitaire et aux droits de l'homme dans les conflits armés et les situations post-conflit, la police militaire et les avocats des unités militaires aux nouveaux codes pénal et de procédure pénale arméniens, les journalistes arméniens aux médias dans le secteur de la sécurité et de la défense.

Les 11 et 12 mai, la CEPEJ, en collaboration avec le Réseau européen des services d'inspection de la justice (RESIJ) et l'Inspection Générale des Affaires Judiciaires du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire du **Maroc**, a organisé une Conférence régionale ayant abouti à la création d'un réseau sud-méditerranéen des services d'inspection de la justice. Les 12 et 13 mai, la [CEPEJ a organisé un colloque à la Cour de Cassation tunisienne](#) sur les chambres réunies, en présence de plus d'une soixantaine de magistrats. Le 23 mai, a été clôturé officiellement le projet de coopération bilatéral CEPEJ/Espagne « [Promouvoir la cyberjustice en Espagne par la gestion du changement](#) ».

[Le Directeur général des Droits de l'Homme et de l'État de droit a rencontré le Procureur de la Cour pénale internationale, Karim A.A. Khan QC](#), à La Haye, pour parler de la coordination de l'assistance au Bureau de la Procureure Générale d'**Ukraine**. Des représentants du ministère de la Justice et de la magistrature de **Turquie** ont fait une visite d'études au Conseil de l'Europe ainsi qu'auprès de tribunaux et d'organismes d'enquête français (traitant plus particulièrement de la cybercriminalité). Une délégation du Conseil de l'Europe s'est rendue au **Tadjikistan** pour poursuivre le programme de coopération visant à sensibiliser les professionnels du droit aux normes européennes en matière de Droits de l'Homme.

Une série d'activités de formation ont été organisées dans la région des Balkans : pour le ministère de la Justice de **Macédoine du Nord** – avec les prestataires d'aide judiciaire, pour la Cour constitutionnelle **serbe** - sur les indemnisations en cas de violation des droits de l'homme, pour le Centre de formation judiciaire **monténégrin** - sur la communication. En **Arménie**, en **Géorgie** et en **République de Moldova**, des plans d'action ont été élaborés sur l'introduction de mécanismes pour une défense efficace des avocats.

Exécution des arrêts de la Cour européenne DH

Le Service de l'exécution des arrêts de la CEDH a rencontré des représentants **du Ministère de la Justice du Royaume-Uni et de l'équipe du gouvernement écossais** à Strasbourg pour discuter des procédures générales et des questions relatives à l'exécution des arrêts de la Cour européenne. Le Service a partagé, entre autres, des informations sur les meilleures pratiques en matière de présentation de plans d'action et de bilans d'action et les participants ont échangé des réflexions sur la manière dont la coopération entre les autorités du Royaume-Uni et le Service pourrait encore être améliorée.

Le Service a tenu une réunion avec des représentants du **ministère de la Justice de Bulgarie**. Les discussions ont notamment porté sur le travail des autorités visant à la mise en œuvre des arrêts liés au problème systémique de l'inefficacité des enquêtes pénales, y compris le manque de garanties pour leur indépendance concernant le Procureur Général et d'autres hauts fonctionnaires qui lui sont proches ([affaires S.Z. et Kolevi](#)). Les discussions ont également porté sur la nécessité d'assurer le suivi de la feuille de route du gouvernement bulgare d'août 2021 pour l'exécution des arrêts de la CEDH, afin de mettre en œuvre sans plus attendre ces arrêts, dont beaucoup sont en instance devant le Comité des Ministres depuis plus de cinq ans.

Le Service a participé à un séminaire, organisé à Naples par l'École italienne de la magistrature, sur la mise en œuvre des arrêts de la CEDH contre l'**Italie** concernant l'adoption d'enfants ([groupe d'affaires Zhou](#)), le placement d'enfants en famille d'accueil ([R.V. et autres](#)) et la non-exécution des décisions judiciaires réglementant le droit de visite des parents ([groupe d'affaires Terna](#)). Le séminaire a été l'occasion d'un dialogue et d'un partage d'expériences visant à identifier des solutions aux lacunes mises en évidence par les arrêts de la CEDH et les décisions du Comité des Ministres.

Des consultations en ligne ont eu lieu avec **les autorités grecques** sur certains arrêts de la CEDH dont l'exécution est pendante devant le Comité des Ministres depuis plus de dix ans. Les discussions ont porté sur des affaires concernant le problème structurel des mauvaises conditions de détention dans les prisons et l'absence de recours effectif ([groupe Nisiotis](#)) et l'enregistrement des associations ([groupe Bekir-Ousta](#)).

Droits sociaux

Le projet du Conseil de l'Europe "[Renforcer la protection des droits sociaux et économiques en Géorgie](#)" a facilité un atelier pour le Bureau de l'inspection du travail de **Géorgie** le 5 mai 2022.

Le [Comité européen pour la cohésion sociale](#) (CCS) a tenu sa première réunion les 17 et 18 mai 2022 à Strasbourg et par vidéoconférence. Les représentants des pays ont pris note notamment du [mandat](#) du CCS pour 2022-2025 et ont procédé à un échange de vues sur son plan d'action pour 2022-2023.

Le [Comité européen des Droits sociaux](#) (CEDS) a tenu sa 327e session du 16 au 20 mai à Strasbourg et par vidéoconférence. Le CEDS a poursuivi l'examen des rapports nationaux sur les dispositions de la Charte sociale européenne appartenant au groupe thématique 3 sur les droits liés au travail. En outre, [le CEDS a adopté](#) deux décisions sur le bien-fondé (Fédération panhellénique des pensionnés des télécommunications du groupe OTE (FPP-OTE) c. **Grèce** et Unione Sindacale di Base - Settore pubblico impiego (USB) c. **Italie**). Le CEDS a déclaré à l'unanimité irrecevable la réclamation Comitato Nazionale Quadri Direttivi della Pubblica Amministrazione (CO.N.QUA.DIR – P.A.) et Cassa Mutua Nazionale tra i Cancellieri e Segretari Giudiziari c. **Italie**.

Police, détention, drogues et addictions

Groupe Pompidou

Le 9 mai, la 6ème réunion du groupe de travail du Réseau de soutien des professionnels (SNP) travaillant sur les défis liés à la drogue avec les réfugiés, les migrants et les IDPS s'est tenue à Strasbourg. Les 10 experts d'Algérie, de Croatie, de Chypre, de Grèce, de Hongrie, d'Israël, de la République slovaque, d'Espagne et du Portugal ont discuté des nouveaux défis de la migration au niveau national et européen et des aspects finaux du Manuel et des Principes

Directeurs pour les professionnels travaillant dans le domaine des addictions avec ces groupes cibles.

Du 10 au 12 mai a eu lieu la 3ème réunion sur le rôle de la police dans la prévention des addictions à Bruxelles/Pajottenland, en **Belgique**, à l'invitation de la police locale de Pajottenland. Les policiers participants ont discuté des nouvelles approches de la prévention par la police, telles que le modèle de déviation développé aux États-Unis, l'utilisation d'une approche axée sur les solutions pour s'adresser aux jeunes ainsi que de la contribution de la police à une approche de prévention intégrée au niveau communautaire en Belgique.

Le 17 mai, s'est tenue la 90ème réunion des Correspondants Permanents du Groupe Pompidou à Rome. À cette occasion, les Etats membres ont, progressé dans la préparation de la conférence ministérielle qui se tiendra à **Lisbonne** les 13 et 14 décembre 2022, y compris une discussion approfondie sur les priorités et activités futures du groupe pour la période 2023-2025. Le thème ("Les droits de l'homme au cœur des politiques en matière de drogues et d'addictions") et le programme de la conférence ministérielle ont été adoptés.

Le lendemain, le Groupe Pompidou a organisé un séminaire dans le cadre du programme de la présidence italienne du Conseil de l'Europe sur le thème des agressions sexuelles facilitées par la drogue (DFSA). Le phénomène des DFSA est étroitement lié à la question de la protection et de la promotion des droits fondamentaux des femmes et à la prévention de la violence fondée sur le genre. Des représentants du GREVIO (Groupe d'experts sur la lutte contre la violence envers les femmes et la violence domestique), de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) et de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) ont contribué au partage des connaissances.

Coopération policière et de privation de liberté

Les 11 et 12 mai, le Conseil de l'Europe a contribué au 25ème congrès international de police à **Berlin** – un grand événement à l'échelle de l'UE, consacré aux risques et aux opportunités créés par les tendances et les changements actuels de la société européenne, de la technologie et du climat.

En Bosnie-Herzégovine, le ministère de l'Intérieur du canton de **Sarajevo** a officiellement publié des « [Instructions sur le traitement des personnes privées de liberté](#) » reprenant les procédures opérationnelles du manuel « Droits de l'homme des personnes privées de liberté en garde à vue ».

Les 19 et 20 mai, un groupe de travail conjoint avec l'Inspection nationale de la probation de la **République de Moldova** a finalisé un nouveau programme de formation initiale des conseillers en probation qui renforcera ses compétences en matière de resocialisation des délinquants mis en liberté surveillée, de leur réinsertion dans la société et de prévention de la récidive.

À la suite du soutien apporté à l'élaboration de la Stratégie 2022-2027 pour le développement du système d'application des sanctions pénales en **Serbie**, la CPDL a aidé les autorités à préparer le plan d'action qui l'accompagne et à assurer sa conformité aux normes du Conseil de l'Europe et recommandations du CPT.

Lors d'une conférence régionale "Vers de meilleures pratiques de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent dans les prisons et la formation du personnel dans les Balkans occidentaux" au **Monténégro** (17-18 mai), 50 praticiens des administrations pénitentiaires et de probation, de la société civile et du milieu universitaire ont fait le point sur les progrès réalisés par les systèmes pénitentiaires de 6 pays de la région dans la mise en pratique des conclusions et recommandations des six sessions régionales précédentes sur des sujets connexes.

Société de l'Information

Intelligence artificielle



Le 6 mai 2022, Patrick Penninckx, chef du Service de la société de l'information, a présenté les derniers développements de la politique du Conseil de l'Europe en matière d'intelligence artificielle aux participants de [l'événement NORA start-up en Norvège](#). Le 24 mai, le Bureau du CAI a tenu sa première réunion (en ligne). La réunion a été principalement consacrée à la préparation des négociations d'un instrument juridique approprié sur l'IA, basé sur les normes du CdE sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Le 31 mai M. Patrick Penninckx a participé à une conférence sur les métavers organisée par la ville de Strasbourg.

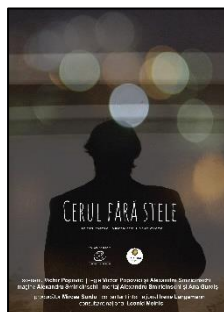
Médias



Le 2 mai, le Service de la société de l'information a publié son rapport sur [l'état de la liberté d'expression dans les États membres du Conseil de l'Europe en 2021](#). Du 2 au 5 mai 2022, le Conseil de l'Europe a participé à deux panels de la [conférence de l'UNESCO sur la Journée mondiale de la liberté de la presse](#) en Uruguay et a coorganisé une troisième session sur la liberté d'expression en temps de conflits. L'Organisation a également participé à la [conférence de Kristiansand sur la démocratie et les droits de l'homme](#), organisée le 5 juin. La DGI a été représentée par le Directeur général, Christos Giakoumopoulos, ainsi que Patrick Penninckx. La cheffe de la division Médias et Internet, Mme Artemiza-Tatiana Chisca, a participé à la [55ème réunion de l'EPRA](#) les 12 et 13 mai à Anvers, le 17 mai au webinaire de l'Institut de droit européen (ELI) sur le rapport de l'ELI sur "la liberté d'expression en tant que tradition constitutionnelle commune en Europe" et le 18 mai à Bruxelles, pour présenter le travail du Conseil de l'Europe sur les questions relatives aux médias et à la sécurité des journalistes, au groupe de travail Audiovisuel et Médias du Conseil européen.

Le 31 mai, le Conseil de l'Europe et le Groupe d'amis de la liberté d'expression ont organisé la projection du film "Disturbed Earth" avec une introduction par la réalisatrice Didem Pekün.

Coopération sur la liberté d'expression



En **Azerbaïdjan**, une mission d'évaluation virtuelle dans le cadre de l'avis conjoint de la Commission de Venise et du Service de la société de l'information concernant la loi "sur les médias" d'Azerbaïdjan, promulguée en 02/2022, a été finalisée. Une nouvelle publication promouvant les normes européennes d'éducation aux médias dans les institutions de **Bosnie-Herzégovine** a été [publiée](#). Pendant leur séjour en **Géorgie**, les membres du Forum sur la gouvernance de l'Internet se sont réunis pour évaluer les progrès accomplis depuis la conférence annuelle (décembre 2021). Trois documentaires soutenus par le Conseil de l'Europe ont été diffusés en première nationale en Moldavie, parallèlement à une campagne intitulée « [Les journalistes réfléchissent à la lutte contre la désinformation](#) ». Des formations sur mesure et en cascade pour les professionnels du droit, les juges et les procureurs ont été dispensées par JUFREX 2 et ses bénéficiaires en Bosnie-Herzégovine, en **Macédoine du Nord** et au

Kosovo¹. La société de radiodiffusion publique ukrainienne (UA:PBC) a reçu une subvention de 65 000 EUR pour lui permettre de répondre à des besoins urgents afin de remplir ses fonctions (soutien à la relocalisation de 80 membres du personnel de Kiev à Lviv pendant 30 jours).

Cybercriminalité



Le principal événement du mois de mai a été la conférence internationale sur le renforcement de la coopération et de la divulgation des preuves électroniques et [l'ouverture à la signature du nouveau Deuxième protocole additionnel](#) les 12 et 13 mai 2022 au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Quelque 250 experts de plus de 70 pays ont participé en personne à cette conférence qui s'inscrivait dans le cadre de la présidence italienne du Comité des Ministres. 22 États ont signé ce Protocole à cette occasion ; **Andorre** l'a ensuite signé le 20 mai lors de la session ministérielle du Comité des Ministres.

Le Bureau du Programme sur la cybercriminalité (C-PROC) a soutenu une série d'activités de renforcement des capacités dans différentes régions du monde, telles qu'une formation sur les ransomwares pour 34 pays, un atelier sur la législation relative à la protection des données au **Vanuatu**, une formation pour les magistrats au **Maroc**, un atelier pour les responsables de la politique étrangère en **Colombie**, ou - en coopération avec l'Association internationale des procureurs - un webinar sur les règles de protection des données en vertu du Deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest. Une attention particulière a été accordée au soutien des autorités ukrainiennes par l'élaboration d'un plan d'activités spécifique visant à répondre aux défis actuels auxquels elles sont confrontées en raison de l'agression de la Fédération de Russie contre l'**Ukraine**.

Protection des données

Le Commissaire à la protection des données figurait parmi les intervenants d'un atelier organisé par le PAM et le Contrôleur européen à la protection des données sur « La Protection des données dans les organisations internationales », à Rome ; Patrick Penninckx a plaidé pour la protection des données et la vie privée à l'ère numérique lors d'un atelier sur « La transformation numérique et l'accès aux droits, enjeu commun dans l'espace francophone : Quel rôle pour les Médiateurs et Ombudsmans », au **Maroc**. La Présidente du Comité de la Convention 108 s'est jointe à un appel vibrant des autorités de protection des données pour la ratification de la Convention 108+ et davantage de collaboration européenne, lors de la Conférence de Printemps sur la protection des données, à Dubrovnik. L'Unité protection des données était bien représentée à la Conférence CPDP 2022 avec deux interventions, sur « La certification en protection des données – perspectives internationales et impact », et sur « Les limites des pouvoirs en cas d'urgence : protéger la vie privée dans les circonstances exceptionnelles ». Du côté de la coopération, une « [Boîte à outils](#) » de sensibilisation dans le secteur de la santé a été officiellement présentée et lancée à **Tunis** et plus de [100 délégués à la protection des données tunisiens ont été formés](#) à la cartographie du traitement.

¹ Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, qu'elle concerne le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en plein conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

Lutte contre la criminalité économique

GRECO

Le **Bureau** du GRECO s'est réuni le 23 mai. Le GRECO a publié le rapport de conformité du 5e cycle d'évaluation sur [Malte](#) traitant la prévention de la corruption et la promotion de l'intégrité dans le gouvernement central et les services répressifs. Le GRECO a également publié la dernière édition de sa [Newsletter](#). La Secrétaire Exécutive du GRECO, Hanne Juncher, est intervenue lors de la Conférence de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE sur "Combattre la corruption, défendre la démocratie : Le rôle des parlements nationaux" à Nicosie, Chypre, les 27-28 mai 2022.

MONEYVAL

MONEYVAL a tenu sa 63^{ème} réunion plénière et ses groupes de travail du 16 au 20 mai 2022 et a adopté des rapports d'évaluation mutuelle de la **Bulgarie** et du **Liechtenstein**, ainsi que des rapports de suivi de **l'Albanie**, de la **Hongrie**, de la **République de Moldavie** et de la **Slovénie**. La Plénière a pris la décision d'appliquer des procédures de renforcement de la conformité à l'égard de la **Slovénie**. La Plénière a recommandé au Comité des Ministres d'accepter la candidature d'observateur de la Banque islamique de développement au sein de MONEYVAL.

Criminalité économique et coopération

Élaboration d'un document technique analysant le cadre législatif et institutionnel sur les conflits d'intérêts et les incompatibilités en **Arménie**.

Un atelier a été organisé pour les autorités bulgares afin de présenter et de discuter les principales conclusions de l'évaluation de l'impact du programme de citoyenneté des investisseurs en **Bulgarie**.

Des représentants du secteur financier en **Géorgie** ont été formés sur la manière d'identifier et de vérifier la propriété effective, conformément aux nouvelles règles FAFT.

Deux formations ont été organisées pour des représentants d'institutions **roumaines** sur la manière de mener des évaluations sectorielles des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme pour le secteur financier et le secteur des fournisseurs de services d'actifs virtuels.

Organisation d'une conférence de haut niveau pour les représentants des autorités **roumaines** afin de présenter les résultats de l'évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, réalisée conformément à la méthodologie du Conseil de l'Europe.

A conduit une série de réunions thématiques avec des représentants des institutions bénéficiaires du **Kosovo***, axées sur la présentation des différents outils et méthodologies d'évaluation des risques développés par le Conseil de l'Europe.

* Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, qu'elle concerne le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en plein conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

Droit pénal et lutte contre le terrorisme

Droit pénal

La 1ère réunion du Réseau de procureurs du Conseil de l'Europe sur le trafic de migrants (CDPC-NPMS) s'est tenue les 10-11 mai à Paris, en personne. Ses membres ont notamment convenu de la nécessité d'un tel Réseau pour favoriser une coopération transnationale et un partage d'informations plus rapides et plus souples que par d'autres canaux d'assistance. Ils ont également discuté des modalités, du rôle et des résultats possibles de ce Réseau, en particulier la possibilité d'associer des États tiers à leurs travaux futurs, ainsi que la rédaction éventuelle d'un instrument traitant spécifiquement du trafic de migrants à un stade ultérieur.

MEDICRIME, Trafic d'organes humains et biens culturels



Des activités bilatérales avec différentes Parties ont été mises en œuvre pour promouvoir à la fois la [Convention MEDICRIME](#) et la [Convention de Nicosie](#) au niveau national. La Convention MEDICRIME a été présentée à **l'Organisation ibéro-américaine de sécurité sociale**,

le **cours en ligne HELP** a été traduit en roumain. La **Grèce a signé** la Convention MEDICRIME (18/05/2022). Le Comité MEDICRIME a participé à une réunion de travail de rédaction pour appuyer l'élaboration d'un guide de formation des forces de l'ordre sur la détection et l'investigation des produits médicaux contrefaits.

Lutte contre le terrorisme

8ème réunion plénière du CDCT

Du 23 au 25 mai, **le Comité du Conseil de l'Europe sur le contre-terrorisme (CDCT)** a tenu sa 8ème session plénière, la première en personne après presque deux ans. Le CDCT a profité de cette occasion pour discuter d'un certain nombre de sujets importants qui avaient été mis en suspens pendant cette période, tels que l'élaboration d'une définition paneuropéenne du terrorisme, ainsi que pour finaliser ses travaux sur le Rapport sur les menaces terroristes émergentes et discuter des premières mesures prises en vue de l'élaboration de la nouvelle stratégie contre le terrorisme.

Le Réseau de Points de contact uniques du Conseil de l'Europe pour l'échange d'informations procédurales concernant le statut juridique des victimes du terrorisme s'est réuni en personne pour la première fois lors de sa 4ème réunion qui s'est tenue le 5 mai 2022. Les Points de contact ont évalué le fonctionnement du Réseau, discuté des possibilités de développement et établi des relations entre les membres.